

29
SEPTEMBRE

pour

NOS SALAIRES

et

LE SERVICE PUBLIC

D'ÉDUCATION

Tous et toutes

DANS LA RUE

Cette rentrée 2026 clôturera une décennie de sous-investissement dans le service public d'éducation par les gouvernements d'Emmanuel Macron. Toutes les crises ont été des prétextes à des économies sur les salaires, les moyens, les conditions de travail. SUD éducation appelle tous les personnels à se mobiliser le 29 septembre pour réclamer une augmentation de nos salaires et davantage de moyens pour l'école et nos conditions de travail.

éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires

Le rendez-vous salarial du 8 juillet avec le gouvernement n'a répondu ni à l'urgence de revalorisation salariale, ni au tassement des grilles de rémunération, ni à la crise d'attractivité de la Fonction publique. Quant à la note de la Depp parue le 20 août sur l'évolution du salaire des enseignant·es, elle diffuse dans l'opinion publique l'idée fautive d'un salaire très confortable, en excluant de ses calculs les contractuel·les, faiblement rémunéré·es mais de plus en plus nombreux·euses dans le métier. La réalité est autrement plus rude en termes de bilan ministériel : l'inflation couplée au gel du point d'indice a dévoré le pouvoir d'achat des enseignant·es.



Les primes n'ont jamais permis de revaloriser durablement la rémunération des personnels. Le refus du ministère de reconnaître de véritables statuts aux AESH et aux AED les maintient dans la plus grande précarité salariale. Depuis 2020, les prix ont augmenté de 21%, pourtant le ministère de la Fonction publique n'a concédé que deux timides augmentations de 3,5 et 1,5% après des années de gel du point d'indice.

De l'argent, il y en a et les gouvernements d'Emmanuel Macron ont distribué 211 milliards d'euros aux entreprises. Il s'agit de choix budgétaires et l'école ne peut être une variable d'ajustement. Ce n'est pas à nous, travailleur·euses de la Fonction publique, de payer leur crise !

Par ailleurs, les inégalités se creusent entre les personnels. En moyenne, les femmes perçoivent déjà 13,6% de moins que les hommes au sein de notre ministère. Elles sont également précarisées car le gouvernement fait des économies sur le dos de leur

santé notamment par l'existence du jour de carence en cas d'IVG, ou encore l'absence de congé hormonal. De plus, elles sont surreprésentées parmi les personnes travaillant à temps partiel et dans les postes les plus précaires, puisque 95% des AESH sont des femmes. Nous savons également que ce sont les personnels non-blanc·ches ou handicapé·es qui sont les plus exposé·es à la précarité salariale au sein de notre ministère. Pour SUD éducation, il est urgent que le ministère de l'Éducation nationale engage une politique de réduction des inégalités salariales.

La casse du service public par Emmanuel Macron ne cesse également de dégrader les conditions de travail et d'enseignement : manque de personnels, classes surchargées, établissements inadaptés au changement climatique, réduction des autorisations spéciales d'absence, hausse des risques psychosociaux. Il est temps que le ministère se donne les moyens pour améliorer nos conditions de travail. Nous serons dans la rue, le 29 septembre pour les défendre.

SUD éducation revendique

la création d'un corps de fonctionnaire pour les AED et des AESH

une revalorisation salariale et une réduction du temps de travail pour tou·tes les personnels

l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100% des congés maladie

**Pas d'économies
sur nos vies !**

SUD éducation appelle tous les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et la recherche à se mettre massivement en grève le 29 septembre pour la défense de nos salaires, de nos conditions de travail et pour une meilleure école et une meilleure société.

Pas d'économies sur l'école publique ! Pas d'économies sur nos vies !